

**COMMUNE DE COURPIERE**

***Arrêté n°81/2024 portant alignement de voirie***

**Le Maire de la Ville de COURPIERE,**

**Vu** la demande en date du 17 avril 2024 reçue le 22 avril 2024 par laquelle Madame LEMAITRE Véronique, notaire à COURPIERE (PUY-DE-DOME), 2 square des Arnauds, tend à obtenir, pour le compte des Consorts DEMEURE-GENDREAU, l'alignement de la propriété cadastrée Section BR Numéro 854, sise à COURPIERE (Puy de Dôme), 12 boulevard Gambetta,

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

**Vu** le Code de l'Urbanisme,

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L112-1 à L112-8 et L141-3,

**Vu** l'état des lieux effectué le 29 avril 2024,

**ARRETE**

**Article 1 : Alignement**

L'alignement de la partie communale au droit de la propriété cadastrée Section BR Numéro 854 est défini par le mur de clôture existants.

**Article 2 : Responsabilité**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 3 : Formalités d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

#### **Article 4 : Publication et affichage**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Courpière.

Fait à COURPIERE (Puy de Dôme),  
Le 15 mai 2024

**Pour Le Maire,  
Le 1<sup>er</sup> Adjoint,  
Eric DOUBTSOF**



#### **Diffusion :**

Le bénéficiaire pour attribution

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame Le Maire de COURPIERE dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à partir de sa publication, d'un recours auprès du Tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND, qui peut notamment être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.